

CONDITIONS GENERALES DE VENTE

Article 1.

Toutes commandes de fournitures, de travaux par ou à notre société, sont exclusivement régies par les présentes conditions générales et les conditions particulières écrites du marché, à l'exclusion des conditions générales du co-contractant. En cas de contradiction entre clauses analogues, les clauses contradictoires sont tenues pour non avenues.

Article 2.

En cas de contestations relatives aux fournitures et prestations, les Tribunaux de notre siège social sont seuls compétents.

Article 3.

Aucun cahier des charges, devis descriptif, plan ne nous est opposable s'il ne porte trace de notre acceptation expresse.

Article 4.

La durée de validité de nos offres est limitée à 1 mois de la date sauf disposition expresse du contraire. Aucune commande ne peut être considérée comme définitive qu'après notre acceptation expresse par écrit.

Article 5.

Nos prix sont fixés sur base des tarifs, cours officiels, salaires et charges sociales existant au jour de la formation du contrat. Ils seront révisés en tenant compte de l'époque d'exécution effective et des tarifs, cours, salaires et charges sociales à cette époque. Concernant les marchés de travaux, la révision a lieu en tenant compte du prix des matières, des taux de salaires et des charges sociales suivant la formule:

$p = P (0,50 s/S + 0,50 i/I)$, s et i étant représentatifs des salaires et prix des matières au jour de la convention et S et I des salaires et prix des matières au jour de l'exécution. Les révisions négatives ne sont pas prises en considération sauf stipulation contraire de notre part.

Article 6.

Les prix s'entendent pour fournitures prises en atelier, taxe, transport et emballage en sus. La livraison et l'agrégation des marchandises sont réputées effectuées en nos magasins. Les marchandises voyagent toujours aux frais, risques et périls du client, même lorsque la vente est faite franco de tous frais. Les prix stipulés pour la fourniture d'appareils ne comprennent en aucun cas les frais d'installation et mise en service qui seront éventuellement portés en compte en sus au client. Les prix ne comportent aucun cas les impôts et taxes, facturés en sus.

Article 7.

Tous délais de fournitures et d'exécution de travaux, lorsqu'ils sont stipulés, sont approximatifs. Nous déclinons toute responsabilité en cas de retard éventuel.

Article 8.

Du chef de nos fournitures, notre garantie est limitée à celle que nous pouvons obtenir de nos fournisseurs. En toute hypothèse, elle est limitée au remplacement des pièces défectueuses, frais de transport et de main-d'œuvre à charge du client. Du chef des prestations, de main-d'œuvre avec mise en œuvre et conditionnement de matériel sur chantier, la garantie est limitée aux vices cachés éventuels pendant une durée d'un an. Aucune garantie quelconque n'est donnée sur des travaux de réparation ou de remise en état d'un matériel usagé. Toute garantie quelconque est subordonnée à l'exécution de tous travaux d'entretien et de réparation par notre firme à la diligence du client. Toute intervention de tiers nous dégage de toute responsabilité, de toute garantie.

Article 9.

Les travaux sont censés reçus dès la mise à la disposition du client ou l'usage qui en est fait par celui-ci, d'une quelconque manière. Toutes responsabilités du chef de dommages directs ou indirects sont expressément déclinées.

Article 10.

Lorsque la livraison, le montage ou les travaux doivent être retardés du fait du client, ou de l'état du chantier, nous nous réservons de facturer immédiatement tous travaux exécutés et toutes fournitures où que celles-ci se trouvent. Toute interruption de travail est présumée résulter d'une cause inhérente au chantier sans notre faute. Une indemnité de reprise sera réclamée à concurrence de 1% du montant de la commande avec un minimum de E 62. Le matériel livré et placé reste notre propriété jusqu'au paiement intégral en notre siège social.

Article 11.

En cas d'accident, notre responsabilité est limitée au fait de notre personnel et à nos fournitures. Le client assume l'obligation de garantir les personnes et les biens contre tous risques d'incendie, de vol ou de détériorations.

Article 11bis.

Notre société n'assume aucune responsabilité in solidum avec les autres intervenants sur le chantier, tel que l'architecte, l'ingénieur, les autres entrepreneurs, les autres fournisseurs ou quelconques autres prestataires de services, etc., dont nous n'avons jamais été obligés à la dette.

En cas de responsabilité concurrente des intervenants, notre société ne sera tenue que de réparer le dommage causé par notre faute, à concurrence du pourcentage correspondant au degré de notre faute par rapport aux autres intervenants.

Le maître de l'ouvrage ne poursuivra la réparation de son dommage éventuel vis-à-vis de notre société qu'en fonction de sa part propre et non pour le tout.

Article 12.

Le client renonce au droit de résiliation qu'il trouve en l'article 1794 du Code Civil sauf notre accord. En pareil cas, le prix de tous travaux exécutés, fournitures faites, matériaux approvisionnés et débours quelconques doit nous être immédiatement payé, majoré d'une indemnité de 30% sur la valeur des travaux décommandés.

Article 13.

Sauf stipulation expresse du contraire, les travaux et fournitures sont payables comme suit: 30% à la commande, et le solde à mesure d'avancement des travaux. A défaut de paiement aux échéances, nous nous réservons le droit d'arrêter les travaux et fournitures, sans avoir à faire une quelconque notification et de les reprendre après paiement, compte tenu de notre disponibilité. Nos factures sont payables au comptant au siège social sauf stipulation écrite de notre part.

Article 14.

Toute facture impayée à l'échéance est majorée pour frais administratifs, de contrôle, vérification, rappels et comptabilité de 10% de son montant avec un minimum de E 25. En outre, toutes sommes dues sont productives, dès l'échéance, sans qu'une mise en demeure soit nécessaire, d'intérêts moratoires au taux de 10%.

Article 15.

Le fait par le client d'accepter une traite n'entraîne pas novation.

Article 16.

Les heures en régie se comptent frais et déplacement en sus, du départ du personnel du siège social jusqu'à son retour au taux en vigueur établi par l'U.B.I.C.

Article 17.

Les cas de force majeure, quels qu'ils soient, grève, lock-out, pénurie de main d'œuvre et de matériel, de transport, chez nos fournisseurs et nous-mêmes, sont réservés à notre profit.

Article 18.

Ces conditions ne s'appliquent pas pour les marchés publics selon art. 42 par. 4 de la loi du 14/07/76.

Article 19.

Les conditions générales d'entreprise édictées par l'U.B.I.C. compléteront les présentes conditions générales pour les travaux de chauffage central, ventilation et conditionnement d'air.

Article 20.

En complètement à l'article V desdites conditions U.B.I.C., le co-contractant aura l'obligation de mettre à la disposition de l'installateur: l'électricité, l'eau, un local sanitaire, le combustible et sterput à une distance maximale de 1 mètre du corps de chauffe, ceux-ci étant mis à disposition de l'installateur conformément aux besoins techniques de l'installation.

La nullité éventuelle d'une clause de nos conditions générales n'affecte que cette seule clause. Pour être prise en considération toute contestation relative à cette facture doit être notifiée dans les 10 jours à dater de la présente.

ALGEMENE VERKOOPSVORWAARDEN

Artikel 1.

Alle bestellingen van goederen, werken en arbeidskrachten door of bij onze firma worden uitsluitend beheerd door onderhavige algemene verkoopsvoorwaarden en door de bijzondere schriftelijke voorwaarde(n) van de markt, met uitsluiting van de algemene voorwaarden van de mede-contractant. Ingeval van tegenspraak tussen gelijkaardige clausules, worden de tegenstrijdige clausules als nietig beschouwd.

Artikel 2.

Elke betwisting met betrekking tot leveringen of prestaties vallen onder de uitsluitende bevoegdheid van de rechtbanken van onze maatschappelijke zetel.

Artikel 3.

Lastenboek, beschrijvend bestek en plan zijn ons niet tegenstelbaar indien zij geen melding maken van onze uitdrukkelijke aanvaarding.

Artikel 4.

De geldigheidsduur van onze offertes is beperkt tot 1 maand na datum behoudens uitdrukkelijke anders-luidende beschikking. Een bestelling is slechts definitief na schriftelijke aanvaarding van onze zentwege.

Artikel 5.

Onze prijzen worden vastgesteld op basis van de tarieven, officiële koersen, lonen en sociale lasten op de dag van de afsluiting van het kontrakt. Zij zullen herzien worden rekening gehouden met de effectieve datum van uitvoering en met de tarieven, koersen, lonen en sociale lasten op dat ogenblik. Voor wat betreft de uitvoering van de werken, zal de herziening plaatshebben rekening gehouden met de kostprijs der materialen, de loonlast en de sociale lasten volgens de formula hierna: $p = P (0,50 s/S + 0,50 i/I)$, en i staande voor lonen en grondstofprijzen op de dag van de overeenkomst en S en I voor de lonen en grondstofprijzen op de dag van de uitvoering. Er wordt geen rekening gehouden met negatieve herzieningen behoudens andersluidende vermelding van onze zentwege.

Artikel 6.

De prijzen zijn deze van de goederen afgehaald in het werkhuis, exclusief taks, vervoer en verpakking. De levering en de aanvaarding der goederen worden verondersteld in onze magazijnen plaats te hebben. De goederen worden steeds vervoerd op kosten en risico van de cliënt, zelfs ingeval van verkoop franco kosten. De leveringsprijs van de toestellen bevat gezinszins de kosten van plaatsing en inwerkingstelling, die eventueel in meerprijs zullen aangerekend worden aan de cliënt. De prijzen zijn exclusief belastingen en taksen die afzonderlijk zullen verrekend worden.

Artikel 7.

Alle termijnen van levering en uitvoering der werken, wanneer zij worden vermeld, worden enkel en alleen bij benadering vermeld. Wij zijn niet verantwoordelijk ingeval van eventueel uitstel.

Artikel 8.

Voor wat betreft onze leveringen, beperkt onze waarborg zich enkel en uitsluitend tot deze die wij van onze leveranciers bekomen. In ieder geval is zij beperkt tot het vervangen der gebrekkige stukken, de onkosten voor vervoer en arbeid blijven ten laste van de cliënt. Inzake de uitvoering van de werken, de geleverde arbeid en inwerkingstelling van het materiaal op de werf beperkt de waarborg zich tot de eventuele verholen gebreken gedurende een jaar. Geen enkele waarborg wordt gegeven voor herstellingswerken of opnieuwe ingebruikstelling van versleten materiaal. De waarborg geldt slechts wanneer de werken van onderhoud of herstelling uitgevoerd zijn door onze firma op verzoek van de cliënt. Elke tussenkomst door een derde ontlast ons van elke verantwoordelijkheid en waarborg.

Artikel 9.

De werken worden verondersteld opgeleverd te zijn vanaf hun ter beschikkingstelling aan de cliënt of vanaf hun ingebruikname, op welke wijze ook, door de cliënt.

Artikel 10.

Worden de leveringen, de montage of de werken uitgesteld uit hoofde van de cliënt of ingevolge de staat van de werf, behouden wij ons het recht voor onmiddellijk alle reeds uitgevoerde werken en geleverde goederen, waar deze zich ook bevinden, te factureren. Elke onderbreking der werken wordt verondersteld veroorzaakt te zijn door de werf zelf, zonder dat ons enige fout kan verweten worden. Een vergoeding voor terugname zal gevorderd worden ten belope van 1% van het bedrag van de bestelling met een minimum van E 62. Het geleverde en geplaatste materiaal blijft onze eigendom tot de volledige betaling in onze maatschappelijke zetel.

Artikel 11.

Ingeval van ongeval beperkt onze verantwoordelijkheid zich tot ons personeel en de door ons geleverde goederen. De cliënt is verplicht de personen en de goederen te verzekeren tegen brand, diefstal of beschadiging

Artikel 11bis.

Ons bedrijf aanvaardt geen enkele verantwoordelijkheid in solidum met derden op de werf, o.a. architect, ingenieur en andere aannemer, leverancier en dienstuitvoerder enz...

waarvan wij geen verplichting hebben tot de schuld.

In geval van concurrerende verantwoordelijkheid van derden, zal ons bedrijf alleen de reparatie uitvoeren door schade die door haar fout zijn veroorzaakt, ter concurrentie van de percentage overeenkomstig de grote van onze fout in vergelijking met derde.

De opdrachtgever zal alleen de reparatie van zijn eventuele schade herstellen en dit alleen voor het deel die ons bedrijf betreft en niet voor het geheel.

Artikel 12.

De cliënt verzaakt aan het recht tot verbreking voorzien door artikel 1794 van het Burgerlijk Wetboek behoudens akkoord van onze zentwege. Ingeval van verbreking zijn alle uitgevoerde werken, geleverde goederen, aangebrachte materialen en gedane uitgaven onmiddellijk betaalbaar, vermeerderd met een vergoeding gelijk aan 30% van de waarde der afbestelde werken.

Artikel 13.

Behoudens uitdrukkelijke andersluidende vermelding, zijn de werken en leveringen als volgt betaalbaar: 30% bij de bestelling, en het saldo naargelang de vordering der werken. Bij gebreke aan betaling op de vervaldagen, behouden wij ons het recht door de werken en leveringen stop te zetten zonder enige betekening, en deze verder te zetten na betaling, rekening houdende met onze beschikbaarheid. Onze facturen zijn kontant te betalen in onze maatschappelijke zetel, behoudens schriftelijke vermelding van onze zentwege.

Artikel 14.

Elke faktuur niet betaald op de vervaldag, wordt vermeerderd, uit hoofde van kosten voor administratie, controle, nazicht, herinneringen en boekhouding, met 10% met een minimum van E 25. Daarenboven zijn er op elk onbetaald bedrag, vanaf de vervaldag en zonder ingebrekestelling, vervrijlinstresten verschuldigd aan 10%.

Artikel 15.

Het aanvaarden van een wissel door de cliënt heeft geen schuldvernieuwing tot gevolg.

Artikel 16.

De arbeidsuren in regie dienen vermeerderd te worden met de onkosten en het vervoer, te rekenen vanaf het vertrek van het personeel uit de maatschappelijke zetel tot zijn terugkeer tegen het tarief bepaald door het U.B.I.C.

Artikel 17.

Gevalen van overmacht, hetzij door staking, lock-out, gebrek aan arbeidskrachten, materiaal en vervoer bij onze leveranciers en bij onszelf, worden weerhouden in ons voordeel.

Artikel 18.

Deze voorwaarden zijn niet van toepassing op openbare werken ingevolge art. 42 par. 4 van de wet van 14/07/76.

Artikel 19.

De algemene aannemingsvoorwaarden uitgevaardigd door het U.B.I.C. vervullen deze algemene voorwaarden voor wat betreft centrale verwarming, ventilatie en airconditioning.

Artikel 20.

Ter vervollediging van artikel V van voornoemde voorwaarden van het U.B.I.C. dient de mede-contractant elektriciteit, water, brandstof en sterput op een maximum afstand van 1 meter van het verwarmingsblok, ter beschikking te stellen van de plaatsen in overeenstemming met de technische behoeften van de installatie.

De eventuele annulatie van een clause in de algemene voorwaarden, heeft enkel weerslag op deze clause.

Voor zijn nemen en beschouwing van alle rechten betrekkelijk aan deze faktuur moet zijn gecontroleerd binnen de 10 dagen dat dagtekend van heden.